

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20180628-RAP-S4-165-CB		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
ARCELOR MITTAL Wire France 25, avenue de Lyon 01000 Bourg-en-Bresse		S3IC 61-2245 Priorité <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre DREAL <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Seveso <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Fabrication de fils et câbles acier.		
Date du contrôle : 21 juin 2018		
Inspecteur(s) : Christian Berthold		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan de l'activité, • Résultats d'autosurveillance, • Installations de combustion, • Suivi des tours aéro-réfrigérantes 	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de traitements thermiques, • Décaperie, • Station interne de traitement des eaux. 		
Référentiel du contrôle : Arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (tours aéro-réfrigérantes)		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Mme Johanna Blanc,	Arcelor Mittal Wire France	Responsable santé, sécurité, environnement
M. Yann Gilberton	Arcelor Mittal Wire France	Coordinateur Environnement-ICPE Wire France
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule xxx <input type="checkbox"/> Autre : <input checked="" type="checkbox"/> Dossier	

Constats de l'inspection

I – Contexte

La société Arcelor Mittal Wire France exploite une usine de tréfilage câblage sur le territoire des communes de Bourg-en-Bresse et de Péronnas. Elle bénéficie d'une autorisation d'exploiter en date du 9 février 2010 modifiée le 7 octobre 2016.

Le site est divisé en deux parties, l'une comportant des équipements de travail du fil (décapage, galvanisation, tréfilage, laminage), l'autre des installations permettant la fabrication de torons et de câbles.

Depuis août 2016, l'activité « fils » fonctionne uniquement de façon ponctuelle. Suite à l'inspection réalisée le 27 septembre 2016, il a été précisé à l'exploitant que pendant les périodes d'inactivité de la partie « fils », une surveillance des installations devait être maintenue et que les périodes d'activité devaient être mises à profit pour réaliser, dans toute la mesure du possible, les contrôles périodiques prévus par l'arrêté préfectoral du 9 février 2010.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – État de l'activité

L'exploitant a déclaré que l'activité du secteur « fils » connaissait toujours des difficultés et que les installations continuaient à fonctionner par intermittence.

De nouveaux compresseurs ont été mis en place (coté fils) en remplacement des anciens équipements qui étaient implantés à proximité de la chaufferie (coté câble).

En ce qui concerne les dispositions de l'arrêté préfectoral, des modifications devront être apportées au tableau des installations, suite aux modifications de la nomenclature (rubrique 4120 à rajouter notamment).

Constat N° 1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010	Arrêté préfectoral à mettre à jour
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		

2.2 – Bilan des installations de combustion

Suite à l'inspection réalisée en 2017, l'exploitant a fait le bilan des installations de combustion présentes sur le site. La puissance nominale totale des installations s'établit actuellement à 19,957 MW (1 chaudière vapeur de 2,5 MW, 11 petites chaudières pour une puissance cumulée de 1,377 MW, 31 appareils de chauffage à air pulsé d'une puissance cumulée de 16,08 MW).

Au vu de la puissance actuelle, en baisse par rapport à la puissance autorisée (21 MW), les installations de combustion du site relèvent du régime de la déclaration.

Un projet de remplacement de la chaudière vapeur est actuellement à l'étude. La puissance de la future installation serait a priori inférieure à celle de la chaudière actuelle.

L'exploitant devra tenir l'inspection informée de l'avancement du projet et, dès que possible, de la puissance de la nouvelle installation.

S'agissant d'une modification notable des conditions de fonctionnement, le remplacement de la chaudière devra être porté à la connaissance du préfet, avant sa réalisation.

Constat N° 2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010	Arrêté préfectoral à mettre à jour, en fonction de l'évolution des installations.
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		

Il a également été rappelé à l'exploitant que le générateur de vapeur a fait l'objet d'un report de requalification périodique jusqu'au 18 juin 2019. À cette date, l'équipement devra faire l'objet d'une requalification ou être arrêté.

2.3 Rejets atmosphériques

Les contrôles annuels ont été réalisés en décembre 2017, en profitant d'une période d'activité. Seule la chaîne de traitement thermique C12 (à l'arrêt) n'a pas fait l'objet d'analyses.

Les rapports de mesure ne mettent en évidence aucune non-conformité. Les dépassements des valeurs limites constatés en 2016 sur les rejets de la chaîne de décapage et sur la ligne C18 ont été corrigés.

En ce qui concerne le plomb, la campagne de mesure 2016 avait mis en évidence un rejet global du site important (248 kg), lié à un dysfonctionnement d'une grenailleuse. En 2017, les valeurs mesurées sont notablement plus faibles avec un flux cumulé pour les 5 points de mesure (2 grenailleuses et 3 bains de plomb) de l'ordre de 1,2 gramme/heure.

La prochaine campagne de contrôles aura lieu en fin d'année 2018.

Constat N° 3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 3.2.3 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010	Analyses à réaliser sur chaque point de rejet en fonction des périodes de fonctionnement des installations.
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		

2.4 Consommation d'eau

La consommation totale de l'établissement pour l'année 2017 s'est établie à 394 000 m³ d'eau prélevée dans la nappe. Le volume maximal annuel fixé par l'arrêté préfectoral (400 000 m³) est respecté. Ce résultat est cependant en partie lié à la faible activité du site. Le retour à une activité plus soutenue devra être accompagné de mesures permettant d'assurer le respect de la consommation maximale.

L'exploitant a précisé qu'une première phase de mise en circuit fermé des installations de refroidissement de plusieurs équipements allait être démarrée avant fin 2018. Une deuxième phase devra être réalisée en 2019, afin de bénéficier des financements attribués par l'agence de l'eau.

Ces opérations doivent permettre une économie estimée à 300 000 m³ d'eau par an.

Constat N° 4		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010	La consommation d'eau respecte la valeur maximale fixée par l'arrêté. L'exploitant doit veiller à ce que ce constat reste valable après la reprise de l'activité.
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		

2.5 – Rejets d'eau

Compte tenu du fonctionnement irrégulier des installations, la station de traitement fonctionne par bâchées, en fonction du niveau d'eau dans le bassin de collecte des eaux résiduaires.

Les résultats de la surveillance réalisée par l'exploitant, en sortie de la station, font apparaître que les valeurs limites d'émission sont globalement respectées. Seuls quelques dépassements ponctuels de la valeur limite de rejet en zinc et en azote sont constatés. Le tableau ci-dessous récapitule les résultats pour la période octobre 2017 à avril 2018.

	Concentration moyenne en mg/l	Concentration maximale en mg/l	Respect de la valeur limite	Flux moyen	Flux maximal	Respect de la valeur limite
Zn (mesures journalières)	0,46 vle : 0,5	2	75%	19 g/j vle : 60 g/j	145 g/j	92%
Azote global (mesures hebdomadaires)	31 mg/l vle : 50 mg/l	81	85%	1,18 kg/j vle : 9 kg/j	6 kg/j	100%

Les contrôles de recalage, qui sont réalisés chaque trimestre, confirment ces résultats : pas de dépassement en azote sur les 4 derniers contrôles, 1 dépassement en zinc (0,7 mg/l).

Le jour de l'inspection, le niveau d'eau dans le bassin de collecte était bas et la station ne fonctionnait pas.

Le contrôle du registre de suivi de la station a permis de vérifier que les analyses nécessaires sont bien réalisées pendant les périodes de fonctionnement et donc de rejet.

Constat N° 5		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 4.3.9 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010	Assurer le respect des vlc, en particulier pour le zinc et l'azote, dans un délai n'excédant pas 3 mois (pour le zinc, 10 % des résultats des mesures, sur une base mensuelle, peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs).
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité		

2.6 – Suivi des tours aéroréfrigérantes

Suite aux cas de prolifération de légionelles constatés pendant l'été 2017, sur les deux tours présentes sur le site, l'exploitant a transmis un rapport global sur l'incident le 25 octobre 2017.

Ce rapport fait apparaître que le passage à un biocide oxydant combiné à la faible activité des installations provoquant un fonctionnement irrégulier des TAR, est à l'origine des proliférations constatées.

Depuis, les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques ont été actualisés et une surveillance accrue des installations a été mise en œuvre (analyses tous les 15 jours jusqu'en décembre).

La stratégie de traitement avec le biocide oxydant a été fiabilisée et les analyses réalisées montrent que la situation est revenue à la normale.

La procédure d'arrêt immédiat des tours a également été mise à jour et transmise à l'inspection.

Enfin, une vérification des installations a été réalisée par un organisme indépendant et compétent le 11 janvier 2018.

Le rapport de vérification met en évidence plusieurs non-conformités pour les deux tours, concernant la présence d'un bras mort à proximité des pompes de circulation (déjà mise en évidence lors de la mise à jour de l'analyse méthodique des risques), l'impossibilité de vidange complète du circuit et l'absence de plusieurs justificatifs (attestation du taux d'entraînement des pare-gouttelettes, procédures non à jour ...).

Le jour de l'inspection, seule la non-conformité concernant les bras morts n'était pas levée.

L'exploitant a précisé que des travaux seraient réalisés rapidement pour y remédier.

La vidange complète du circuit est réalisée chaque année, par pompage complet des réserves d'eau.

Les autres points ont fait l'objet de mesures correctives (procédures mises à jour et déjà transmises à l'inspection, justificatifs présentés ...).

Actuellement, seule la tour TR1 est en fonctionnement. La tour « extrusion » est à l'arrêt depuis février 2018.

Constat N° 6		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, paragraphe 3.7, point II.1	Les bras morts identifiés doivent être supprimés dans un délai n'excédant pas un mois. Un justificatif de mise en conformité sera transmis à l'inspection.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité		





Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des manquements vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant s'étant engagé à remédier rapidement aux manquements constatés, l'inspection ne propose pas de suites administratives dans l'immédiat.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Signature de l'inspecteur	Vu et transmis	Vérificateur	Approbateur
le 7 août 2018 L'inspecteur de l'environnement  Christian Berthold	le 7 août 2018 L'adjoint au chef de l'unité départementale  Jean-Pierre Scalia	le 7/08/2018 Le Chef de l'Unité Installations Classées Air, Santé-Environnement  Yves EPRINCHARD	le 07 AOUT 2018 Le Chef du Pôle Risques Chroniques Santé-Environnement  Yves-Marie VASSEUR

